Dorval BRUNELLE

Sociologue, UQAM

(1984)

“ Continentalisme, fédéralisme et nationalisme ”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Dorval Brunelle (sociologue, UQAM)

" Continentalisme, fédéralisme et nationalisme ". (1984)

Une édition numérique réalisée à partir de l'article de Brunelle, Dorval, **" Continentalisme, fédéralisme et nationalisme ". Dossier : "Études et analyses."** Un article publié dans la revue *Conjoncture politique au Québec*, no 5, printemps 1984, pp. 167 à 181. Dossier : Études et analyses. Montréal : Éditions Albert Saint-Martin.

Dorval BRUNELLE est professeur au département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Il est également codirecteur du Groupe de recherche sur la continentalisation des économies canadienne et mexicaine et auteur de nombreuses publications sur les processus d'intégration nord-américain et européen et le néolibéralisme.

Publication autorisée par l'auteur :

brunelle.dorval@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5" x 11")

Édition complétée le 8 janvier 2004 à Chicoutimi, Québec.

Table des matières

Introduction

1. La notion de « bloc économique »
2. Le contentieux canado-américain et les intérêts économiques continentaux
 - A. *Les enjeux économiques de la continentalisation*
 - B. *De l'Atlantique-Nord à la bordure du Pacifique*
3. Le Québec et les États-Unis : les nouvelles contraintes

Conclusion

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

L'analyse de l'économie politique du Canada a fait des progrès considérables depuis vingt ans. Sur le plan interne, en particulier, l'approche à l'élucidation des rapports complexes que nouent entre eux les onze gouvernements de la fédération semble en bonne voie de donner lieu à des solutions passablement éclairantes. En tout cas, il est de moins en moins question de poser comme seules déterminantes les relations conflictuelles entre le Canada et le Québec pour reprendre plutôt le filon d'une démarche plus riche où la question nationale n'est qu'un des enjeux importants qui tiraillent le pays. En plus concret, l'opposition, la complémentarité ou le parallélisme entre centralisme fédéral et provincialisme apparaît désormais comme une donnée essentielle de l'analyse ¹.

Quoi qu'il en soit pourtant, le problème très spécifique des rapports uniques qu'ont noués et que continuent de nouer les États-Unis et le Canada est parfois minimisé à cette occasion et c'est afin d'ouvrir sur la prise en compte de ce phénomène que nous proposons d'opérer ici avec la notion de « bloc économique ». Qu'il soit au moins entendu que nous n'entendons pas substituer cette conceptualisation à celles proposées sur la dimension nationale de

¹ Cf. la livraison d'automne 83 de la *Revue canadienne de théorie politique et sociale*, vol. VII, no 3 et, tout particulièrement, la contribution de Jorge Niosi, « The Canadian bourgeoisie : towards a synthetical approach », p. 128-149.

l'économie politique du Canada. Il s'agit, beaucoup plus modestement, à l'occasion de la prise en compte d'un seul processus, celui du déplacement du réseau des échanges vers l'Ouest, d'introduire dans le débat le phénomène de la nature passablement unique des relations qui subsistent et s'approfondissent entre le Canada et les États-Unis malgré ou au-delà de la remontée du recours à l'option « nationaliste » aussi bien de la part du Québec que du fédéral. Ce paradoxe n'est pas moins théorisable que celui que constitue la montée concurrente de l'étatisme fédéral et de l'étatisme provincial au pays tout au long de l'après-guerre. Il devrait, ici encore, être question d'ajouter d'autres dimensions à l'analyse au lieu d'avoir recours à la soustraction pour développer un schéma « parfait ».

À cet égard, la notion de « bloc économique » n'est pas particulièrement heureuse si elle ouvre sur une conceptualisation qui dissoudrait d'entrée de jeu la complexité du cas canadien dans un espace économique et politique déjà constitué, déjà homogénéisé. Par contre, dans la mesure même où la nature des relations qu'ont tissées les deux partenaires est unique au monde, l'expression n'est pas inutile si elle sert au moins à délimiter un certain état de chose. De ce que cette relation ne soit pas politiquement institutionnalisée ne devrait pas nous conduire à ne pas prendre acte de l'extraordinaire homogénéisation culturelle et sociale qui opère dans cet espace en même temps que le raffermissement du canadianisme qui est en jeu dans l'autonomie que le Canada peut gagner aux niveaux économique ou politique. La contrainte de la complémentarité de même que l'opposition à l'américanisation sont source d'approfondissements théoriques intéressants et c'est avec cette seule visée présente à l'esprit que nous proposons de mettre en oeuvre la conceptualisation dont il sera fait état ici.

Il se produit en effet à l'heure actuelle un phénomène économique dont l'ampleur risquerait d'échapper à l'analyse si l'on ne parvenait pas à affiner quelque peu un outillage conceptuel susceptible de faire ressortir toutes les implications sociales et politiques des transformations qui travaillent les sociétés canadienne et québécoise.

À cette fin, nous introduirons au point de départ la notion de « bloc économique » telle qu'elle a été élaborée par Ernest H. Preeg², car c'est à partir de

² Cf. *Economic Blocs and US. Foreign Policy*. National Planning Association, Washington D.C., 1974. Le phénomène de l'interdépendance unique au monde entre les U.S.A. et le Canada n'est pas nouveau ; il a déjà fait l'objet d'un immense projet publié en 25 volumes durant les années 1936-1945. Cf. J.T. Shotwell (directeur), *The Relations of Canada and the United States*, Carnegie Endowment for International Peace, Division of Economics and History. C'est également la toile de fond obligée pour tous les manuels d'histoire économique, comme celui de Easterbrook et Aitken par exemple (voir note 12). Ce qui est nouveau par contre, c'est la tendance actuelle à l'escamoter complètement, cf. Gérard Boismenu et al., *Espace régional et nation. Pour un nouveau débat sur le Québec*. Boréal Express, 1983 ; ou la tendance à l'ignorer totalement, cf. Louis Gill, *Économie mondiale*

cette conceptualisation que nous serons en mesure de cerner les tenants et aboutissants de l'ouverture de l'économie canadienne sur la « bordure du Pacifique » (*The Pacific Rim*) et de cerner les conséquences de la baisse d'importance du réseau traditionnel des échanges qui se déploient dans un espace qu'on a appelé, à la suite de Brebner, le « triangle de l'Atlantique-Nord³ ».

Il va de soi qu'une transformation de cette ampleur aura des effets non seulement sur l'économie québécoise qui s'est toujours insérée dans ce réseau des échanges délimité par l'Atlantique-Nord, mais également sur les rapports entre le Québec, le Canada et les États-Unis au sein de leur bloc économique propre. Pour le dire autrement, il se pourrait fort bien que la concurrence que seront amenés à se livrer les deux pays, les pousse à s'affronter de manière beaucoup plus directe qu'ils ne l'ont fait jusqu'à maintenant, précisément parce qu'un redéploiement de cette nature risque d'accélérer, aussi bien au nord qu'au sud du 49^e parallèle, ce processus de glissement de l'axe de l'industrialisation vers l'Ouest qu'ils connaissent l'un et l'autre, à tout le moins depuis la fin de la Deuxième Guerre.

Dans les pages qui suivent, nous procéderons en trois temps : dans une première section, nous montrerons l'utilité de la notion de « bloc économique » pour circonscrire la convergence des intérêts capitalistes nationaux et continentaux, par opposition à des approches qui escamotent ce processus pour enfermer les rapports entre bourgeoisies dans un cadre national trop rigide ; dans un deuxième et un troisième temps, nous chercherons à l'opérationnaliser dans une démarche qui devrait nous permettre d'étudier des processus sociaux d'ensemble comme la continentalisation et le nationalisme économique au Canada et au Québec.

et impérialisme, Boréal Express, 1983. Ou encore la tendance, plus rare, de subsumer le cas canadien dans une « économie nord-américaine » déjà à toutes fins pratiques unifiée et unitaire, cf. John Allan Fry, « The détérioration of économie stability in North America », in J.A. Fry (ed.), *Economy, Class and Social Reality, Issues in Contemporary Canadian Society*, Butterworths, 1979. pp. 5-50.

³ Cf. John Bartlet Brebner, *North-Atlantic Triangle. The Interplay of Canada, the United States and Great Britain*, Yale U. Press, 1945 (réédité chez McClelland & Stuart en 1966). L'on trouvera à la page 386 de l'édition originale la liste des 25 titres dont il est question à la note 2 ci-dessus.

1. La notion de « bloc économique »

[Retour à la table des matières](#)

Dans la période qui court depuis la fin de la Deuxième Guerre, on assiste à une « trichotomie » de l'économie mondiale et à l'approfondissement des rivalités entre trois grands ensembles de pays, à savoir : 1) les pays capitalistes développés ; 2) les pays socialistes ; 3) le Tiers-Monde ⁴.

Pourtant, à l'intérieur de l'ensemble constitué des pays capitalistes développés l'on assiste à une « tripolarisation » maintenant en vertu de laquelle ces pays tendent à se constituer en trois blocs économiques distincts que sont le bloc canado-américain, le bloc de la Communauté européenne et le Japon respectivement.

Preeg définit ensuite le « bloc économique » comme « un arrangement entre certaines nations, excluant d'autres nations, qui tend à affecter les quantités ou les prix de marchandises, (de services, D.B.) et de facteurs de production échangés internationalement ⁵ ».

À cette définition donnée dans les termes économiques les plus larges, vient s'ajouter une problématique qui permet de cerner quelques-unes des causes qui président à la constitution des blocs. Elles sont au nombre de trois. Un bloc économique est mis en place, « premièrement, afin d'augmenter le degré d'interdépendance entre les partenaires ; deuxièmement, afin d'établir l'ajustement le plus satisfaisant de la balance des paiements compte tenu du niveau d'interdépendance économique atteint et, *troisièmement*, afin d'atteindre une position de négociation plus favorable pour les membres d'un bloc dans la poursuite d'objectifs économiques communs ^{*} ».

⁴ Le Tiers-Monde est moins un « ensemble » constitué, qu'un véritable champ de bataille des rivalités entre les deux premiers ensembles d'une part, le lieu privilégié des affrontements entre pays nantis et pays pauvres d'autre part. Sait-on, par exemple, que des 80 conflits armés qui ont éclaté entre 1945 et 1967, 72 ont eu pour théâtre le Tiers-Monde ? Cité par Z. Brzezinski, *Between Two Ages, America's Role in the Technetronic Era*, Penguin books, 1980, pp. 6-7, en note.

⁵ *Op. cit.*, p. 23. L'auteur avait nommé exclu les services dont il ne traitait pas dans son ouvrage.

^{*} *Op. cit.*, p. 25.

Les blocs économiques ainsi constitués se distinguent par une structure industrielle fortement complémentaire de sorte que l'intensité des échanges à l'intérieur d'un bloc est très élevée par rapport à l'échange entre les blocs. De surcroît, les blocs ont tendance à se polariser ces dernières années de sorte que les ouvertures bi- ou multilatérales à l'intérieur des ensembles l'emportent sur les concessions que l'on est prêt à négocier avec d'autres partenaires. L'on va ainsi vers l'établissement de zones ou de secteurs où les biens, les services, le capital ou la main-d'œuvre circulent à toutes fins pratiques sans entraves dans les blocs, alors que la circulation internationale demeure entravée par toutes sortes de mesures de contrôle. Il est même question, pour l'Europe des Dix, d'envisager la création d'une monnaie commune. Le tableau qui suit donne une idée de la complémentarité manufacturière à l'intérieur des blocs par rapport à l'interdépendance à l'endroit des autres blocs, puis par rapport à tous les autres pays.

Interdépendance du secteur manufacturier dans les pays industrialisés
(l'importation en % de la consommation en 1969-70)

	Importation à l'intérieur du bloc	Avec les 2 autres	Reste du monde
Europe des six	16,1 %	2,8 %	2,8 %
Royaume-Uni	8,3	4,7	5,9
U.S.A.	1,7	2,9	1,4
Japon	53,1	12,6	1,9
Canada	—	3,8	2,1

Source : E.H. Preeg, op. cit., tableau 5-4A, p. 61.

L'on n'aura pas manqué d'être frappé, à la lecture des données du tableau, par la situation dans laquelle se trouvent les États-Unis et le Canada. Bien sûr, le degré d'interdépendance entre les deux pays se répercute de manière fort inégale selon que l'on regarde plutôt du côté canadien ou américain. Mais il faut noter cependant qu'en 1969-1970, le pourcentage de l'importation canadienne pour les États-Unis excède la totalité des importations venues de tous les autres pays du monde, sauf la Communauté européenne et le Japon. C'est dire que l'interdépendance ne pèse pas seulement sur l'économie canadienne mais qu'elle affecte sensiblement l'économie américaine pour laquelle le Canada est le centre d'approvisionnement de son secteur manufacturier le plus important au monde.

Si la notion de bloc, toute descriptive qu'elle soit, s'avère plus ou moins heureuse pour comprendre le processus de resserrement des échanges dans l'Europe des Dix, si elle s'avère tout compte fait inutilisable dans le cas du

Japon, il n'en reste pas moins qu'elle apparaît essentielle pour cerner la nature des rapports économiques que nouent les États-Unis et le Canada⁶. Elle permet surtout d'enrichir l'épineux problème de la définition du type de dépendance qui lierait une bourgeoisie canadienne à une bourgeoisie américaine dominatrice, et de faire ressortir, par-delà ce qui demeure plus souvent qu'autrement des querelles entre pays nantis, l'étonnante complémentarité économique entre deux pays dans cet espace continental où l'on a pu nouer tout un ensemble d'accords économiques et militaires qui n'ont rien à voir avec le type d'ententes que l'un et l'autre pays nouent séparément avec leurs partenaires respectifs⁷. C'est d'ailleurs cette caractéristique qui devient déterminante avec l'utilisation de la notion de « bloc économique », c'est-à-dire le caractère unique des relations privilégiées qu'ont nouées les États-Unis et le Canada, aussi bien dans le cadre de NORAD, de la Voie maritime du St-Laurent et du Pacte de l'Auto, ententes qui prolongent des intérêts communs aussi bien au niveau syndical - les syndicats « internationaux », - que patronal avec le développement parallèle de toute la panoplie des associations depuis les *Chambres de commerce*, en passant par les associations de manufacturiers, pour aboutir aux clubs *Richelieu*, *Kiwanis* ou *Lyons*.

Il ne s'agit pourtant pas de nier qu'il y ait des frictions entre fractions de classes ou de capital mais bien de prendre en compte une certaine convergence d'intérêts qui est tout compte fait unique dans le concert actuel des nations. Si, chacun de leur côté, les U.S.A. et le Canada sont des pays riches que l'on peut situer quelque part sur une échelle économique, pris en bloc maintenant, ils forment et constituent une relation économique et culturelle unique au monde⁸. Et cela, la notion de « bloc » le rend bien, même si ce rapport intime n'a pas encore trouvé une forme d'institutionnalisation comme

⁶ Ce qui ne serait d'ailleurs pas dû au hasard, mais bien dû au prolongement de travaux menés sous l'égide de la *National Planning Association* qui, on s'en souvient, de concert avec la *Private Planning Association of Canada*, avait mis sur pied le *Canadian-American Committee* en 1956, un organisme supra-national qui visait précisément à institutionnaliser un ensemble économique canado-américain. La difficulté analytique sur laquelle nous butons ici tiendrait à ce que Preeg aurait généralisé trop vite le cas canado-américain aux deux autres ensembles, l'Europe des Sept et le Japon ; cela n'invalide pas en tout cas la pertinence de la notion de « bloc » pour l'analyse de l'économie nord-américaine, au contraire.

⁷ Bien sûr, la géographie s'y prête. Mais la question demeure ouverte à savoir si c'est le contexte physique qui détermine des alliances de cette nature ou si ce ne serait pas plutôt des accommodements et investissements qui s'inscrivent dans un espace géographique donné. Sur ce point, on pourra consulter J. B. Brebner, op. cit., notamment aux chapitres 1 à 4.

⁸ Ce serait précisément ce caractère unique du bloc canado-américain qui rendrait l'analyse de l'économie canadienne si délicate puisque, dans la mesure même où l'on ne tiendrait pas compte de ce fait, le Canada apparaît comme une exception par comparaison à tous les autres pays capitalistes développés. Or, si le Canada est un « cas à part », c'en serait précisément là la raison. Il semble donc que certains des éléments que Jorge Niosi a isolés pour expliquer le caractère unique de l'expansion internationale des firmes multinationales canadiennes s'expliquent précisément par le caractère « unique » des relations commerciales, industrielles et autres que le Canada et les U.S.A. entretiennent l'un avec l'autre. Cf. Jorge Niosi, *Les Multinationales canadiennes*, Boréal Express, 1982.

le Parlement européen. Encore que l'on retrouve ces derniers temps des analystes comme Marie-Josée Drouin et H.B. Malmgren pour proposer la création d'une nouvelle structure politique supra-nationale pour les deux pays⁹, alors qu'un autre propose que le raffermissement des relations entre les deux pays passe directement par le Cabinet des ministres où siègerait désormais un ministre responsable de la bonne entente canado-américaine¹⁰.

Quoi qu'il en soit, c'est afin d'illustrer l'utilité de cette conceptualisation que nous l'utiliserons successivement pour situer quelques éléments de la conjoncture récente au Canada et au Québec.

2. Le contentieux canado-américain et les intérêts économiques continentaux

[Retour à la table des matières](#)

Fonctionner avec une notion comme celle de « bloc économique » ne devrait pas conduire à minimiser les contentieux entre les deux pays, non plus que la pertinence de distinguer, sur le plan analytique, entre des groupes ou des fractions de classes nationales.

Pourtant, il faut bien voir que cette notion circonscrit précisément le type d'intérêt qui s'accommode de la continentalisation, les intérêts économiques justement, alors que d'autres enjeux, comme la culture, l'écologie, la pollution ou le chômage ne s'en accommodent pas du tout. Or, le recours à la notion de « bourgeoisie compradore » évacue le problème de la complémentarité au lieu de l'affronter, parce qu'il persiste entre bourgeoisie compradore et bourgeoisie canadienne des intérêts communs d'une ampleur telle qu'elle rendrait la distinction elle-même, telle qu'ainsi formulée, empiriquement inopérante.

Il est pour lors assez significatif de relever que les gouvernants à tous les niveaux sont toujours prompts à négocier les enjeux économiques et à deviser toutes sortes de formules de compromis entre les fractions de capitalistes, tandis que, de part et d'autre de la frontière, l'on s'ingénie à minimiser les revendications concernant les pluies acides ou les tests du missile « Cruise ».

⁹ Cf. « Canada, the United States and the world economy », *Foreign Affairs*, vol. XXXIX, no 2, hiver 1981-1982, pp. 393-413. Les auteurs invoquent la nécessité d'une « formalisation du processus de négociation des problèmes économiques bilatéraux » (à la page 412).

¹⁰ Cf. Stephen Clarkson, *Canada and the Reagan Challenge*. James Lorimer & Co., Canadian Institute for Economic Policy, 1982, p. 322 sq, où il s'oppose à la solution envisagée par Drouin et Malmgren à laquelle il est référé dans la note précédente.

Il s'agit dans ces derniers cas de revendications sociales qui ne sont pas prises en cause par les gouvernements provinciaux, « étatiques » et fédéraux correspondants sinon à des fins proprement démagogiques ou tactiques. La raison en est simple : régler le contentieux au chapitre des pluies acides ou des tests de missiles, c'est remettre en cause l'accumulation capitaliste dans le premier cas, la militarisation de l'économie continentale dans le second.

D'ailleurs, en passant, pour ce qui concerne spécifiquement la défense, les intérêts économiques au Canada y trouvent leur compte dans la mesure où la proximité même de la puissance militaire américaine permet de bénéficier du « parapluie » de la militarisation américaine et, ce faisant, de dégager d'importantes sommes qui peuvent alors être recyclées vers les dépenses sociales. Il faut voir en effet que tous les autres pays sont contraints de grever leur budget à ce chapitre pour maintenir des dépenses militaires, alors que l'on fait régulièrement grief au Canada, que ce soit de la part des États-Unis ou des pays membres de l'O.T.A.N., d'économiser sur la défense et d'affecter une portion incongrue du budget aux politiques sociales. Or, voir dans cette affectation l'expression d'une conscience sociale plus élevée ici qu'ailleurs, c'est oublier que la soumission des forces armées canadiennes au commandement américain dans le cadre de l'accord NORAD sur la protection militaire du continent nord-américain, se paie d'un avantage économique certain par rapport aux coûts qu'entraînerait la mise en place d'une défense nationale totalement indépendante ¹¹.

A. Les enjeux économiques de la continentalisation

[Retour à la table des matières](#)

Les gouvernements canadiens ont recours au nationalisme économique de manière explicite en dernier ressort, c'est-à-dire quand le Président des États-Unis lui-même fait faute de reconnaître la nature intime des relations économiques et sociales entre les deux pays ¹².

¹¹ Sur les budgets de la défense, voir Gideon Rosenbluth, *The Canadian Economy and Disarmament* (1967), McClelland and Stewart, Carleton Library, 1978. Sur NORAD, James M. Minifie, *Peace Maker or Powder-Monkey: Canada's Role in a Revolutionary World*, McClelland & Stewart, 1960. Sur la politique de la défense dans son ensemble et le contentieux autour du « partage du fardeau » des coûts de la militarisation, voir James Eayrs, *In Defence of Canada*, tome IV « Growing up Allied », U. of T. Press, 1980, pp. 275-318. Enfin, pour une analyse et une théorisation plus récentes, on pourra consulter David B. Dewitt et John J. Kirton, *Canada as a Principal Power*, John Wiley & Sons, 1983.

¹² Nous schématisons à souhait pour faire ressortir une modification dans la place du nationalisme dans la stratégie de développement puisque la dimension « nationale » comme telle n'a pour ainsi dire jamais été absente même des stratégies apparemment les

C'est ce que Nixon a fait le 15 août 1971 quand, on suspendant la convertibilité du dollar en or et en imposant une sur-taxe de 10 % à l'importation de produits étrangers, il n'a pas cru, malgré les pressions du Cabinet Trudeau et les démarches de Herb Gray, à l'époque ministre du Revenu national, devoir établir un statut d'exception pour le Canada et ses produits.

Dans ces circonstances, le gouvernement canadien est ni plus ni moins contraint de recourir à son tour à des mesures protectionnistes internes (la loi C-73 instaurant le gel des prix et des salaires en octobre 74) et externe en adoptant le bill C-132 créant une *Agence d'examen des investissements étrangers* en 1973¹³.

La crise du pétrole cette même année fera le reste car, dans l'impossibilité où s'est trouvé encore une fois le gouvernement canadien d'obtenir une quelconque assurance de la part des multinationales américaines que l'approvisionnement du marché américain sur demande par l'Alberta n'aurait pas pour effet de pénaliser les consommateurs de l'Est canadien et de risquer ainsi de diviser la fédération en deux, il s'est trouvé acculé à adopter une politique de canadienisation de l'industrie pétrolière. C'est ainsi que la *Société Pétro-Canada* est créée en 1975 et que l'on procède à toute une série de rachats dans les années suivantes¹⁴.

D'ailleurs ce mouvement de distanciation par rapport aux États-Unis ira en s'accroissant avec l'approfondissement de la crise économique qui affecte toutes les économies capitalistes à compter de l'hiver 80. Il y a deux raisons à cela : la première c'est que dans la mesure même où les États-Unis et le Canada font « bloc » ensemble et dans la mesure même où ils s'enfoncent conjointement et solidairement dans le marasme économique, le maintien des

plus continentales. Cf. W.T. Easterbrook et H. Aitken, *Canadian Economic History* (1956), MacMillan of Canada, 1970, A contrario, à gauche en particulier, l'on s'évertue tellement à tordre le schéma pour que ce soit tout l'un ou tout l'autre que la réalité n'y correspond plus. Un exemple récent de la réduction du continentalisme à sa seule dimension passive pour le Canada nous est fourni par Maureen Appel Molot et Glen Williams, « A political economy of continentalism », in M.S. Whittington et G. Williams (éditeurs), *Canadian Politics in the 1980's*, Methuen, 1981, p. 68-83. Un traitement passablement loufoque de ce paradoxe a été proposé par le *Marxist Institute* de Toronto. Incapables de choisir pour savoir si le Canada est une colonie ou un empire, partie du centre ou de la périphérie, ces dialecticiens ont fait un saut théorique inattendu : ils ont mis bout-à-bout les concepts en prononçant que le Canada est un centre-périphérie, un pays impérialiste-impérialisé. Cf. « Introduction », in *Imperialism, Nationalism and Canada*, New Hogtown Press, 1977.

¹³ Il ne faudrait pas minimiser l'effet de la conjoncture interne dans ce cas car, avec les élections tenues en 72, le gouvernement Trudeau est minoritaire en Chambre de sorte qu'il doit compter avec l'appui des néo-démocrates qui défendent leur plate-forme nationaliste et étatiste.

¹⁴ *Atlantique-Richfield Canada* en 1977, *Pacific Petroleum Ltd.* en 1979, *Petrofina Canada Inc.* en 1981 et *BP Canada Inc.* en 1982. Cf. *Financial Post*, 15 octobre 1983, pp. 1-2.

liens économiques antérieurs devient de moins en moins tenable et défendable économiquement et socialement de sorte que chacun des partenaires est contraint, par l'effet de pressions sociales internes, à deviser ses mesures propres de reprise et, de la sorte, à accentuer le protectionnisme économique chez lui.

La seconde raison suit la première : dans la mesure où les deux pays s'enfoncent ensemble dans la crise, à cause de sa faiblesse même d'une part et à cause d'une exacerbation de la concurrence internationale d'autre part, l'économie canadienne se trouve à être la dernière à bénéficier des maigres acquis de la reprise économique à l'échelle mondiale¹⁵. Il suit de ceci que, pour pouvoir rattraper les autres, le gouvernement doit maintenant renforcer la position concurrentielle de ses entreprises nationales et leur concéder des avantages fiscaux, des avantages salariaux et toute une panoplie de crédits à l'exportation.

Ce double volet de la politique nationale sera élaboré dans un document intitulé *Le Développement économique du Canada dans les années 80*, document préparé par un Comité spécial du Cabinet mis sur pied lors d'une réunion au lac Meach en juin 1981¹⁶.

Un premier volet concerne l'équilibrage et l'« auto-alimentation¹⁷ » de l'économie canadienne afin de l'unifier contre les effets dislocateurs que peuvent exercer les pressions incontrôlées venues de l'extérieur, tandis qu'un second volet porte plus particulièrement sur le rôle de soutien que l'État doit exercer face au secteur privé.

Au sujet du premier volet, le document mentionne la canadianisation en cours dans le cadre du *Programme énergétique national* et la reprise de contrôle effectuée par l'*Agence d'examen de l'investissement étranger*, mesures qui, comme par hasard, concernent toutes deux au premier chef les monopoles américains¹⁸. Quant au second volet, articulé plus particulièrement sur le rôle moteur interne de l'État, il passe par la création d'un Bureau des retombées industrielles et régionales, mesure qui fait suite à une recommandation contenue dans le rapport du Groupe d'étude sur les grands projets¹⁹. Ici, c'est non seulement le gouvernement central qui peut se faire l'instigateur de

¹⁵ Cf. « Canada found trailing as West recovers », *The Gazette*, 22 février 1983.

¹⁶ Étaient membres de ce Comité ad hoc sur le « développement économique national » : Allan J. MacEachen (prés.), Bud Olson (vice-prés.), Herb Gray, John Roberts, Pierre De Bané, Ed Lumley et Lloyd Axworthy. Le document en question a été publié en novembre 1981.

¹⁷ Cf. *Le Développement.... op. cit.*, p. 11.

¹⁸ *Op. cit.*, pp. 12-13.

¹⁹ *Op. cit.*, p. 14.

« méga-projets » mais également l'une ou l'autre des 375 compagnies de la Couronne²⁰.

Il suit de la mise en place de cette nouvelle stratégie deux conséquences importantes, la première de portée « nationale », la seconde, de portée internationale.

La première conséquence est donnée en « conclusion » du document en question *Le Développement économique du Canada*

Le défi du développement économique a une dimension nationale et exige une réponse nationale. Les possibilités comme les contraintes dépassent les capacités d'un groupe (d'une) industrie, (d'une) province ou (d'une) région particulière [...] Il est impératif que tous les groupes composant la société canadienne travaillent ensemble vers un but commun afin d'assurer l'avenir économique du Canada²¹.

C'est donc, en filigrane, une illégitimation de politiques provinciales de développement²² qui est ici évoquée, tout comme il se trouve que c'est précisément afin de surmonter le défi en question et en vue d'en arriver à proposer des recommandations précises à ce chapitre qu'a été créée la Commission royale sur l'union économique et les perspectives de développement du Canada. En effet,

La principale prescription que (le mandat de la Commission, D.B.) renferme est celle d'enquêter et de l'aire rapport sur les possibilités, perspectives et défis économiques à long terme qui se dessinent pour la fédération canadienne et ses diverses régions, et sur l'incidence de ces perspectives et défis sur les institutions économiques et gouvernementales et sur la gestion des affaires économiques du Canada²³.

Parallèlement à cette évolution vers la consolidation d'une économie canadienne concentrée sur le plan interne et concurrentielle sur le plan international, on assiste à l'approfondissement des liens économiques continentaux.

²⁰ Le document se contente de citer en exemple *Pétro-Canada* dont le budget d'investissement dépasse 900 millions de dollars en 1981 (à la page 15).

²¹ *Op. cit.*, p. 24. Je me suis permis de revoir la traduction à partir du texte anglais.

²² Il vaudrait peut-être de mentionner ici au passage que les accrochages entre monopoles et politiques provinciales ou « étatiques » jouent dans les deux sens. Ainsi, la multinationale canadienne *Alcan Aluminium Ltd* a présentement maille à partir avec les politiques de taxation imposée par certains États américains. La compagnie a d'ailleurs décidé de porter le litige devant la Cour suprême de Californie. Cf. *Financial Post*, 1er octobre 1983.

²³ Cf. Commission royale sur l'Union économique, etc., *Une Commission sur l'avenir du Canada*, Ottawa, 1983, p. 4. Ce document renferme également le texte complet du mandat aux pages 15 et 16.

D'ailleurs, il importe de rappeler à cet égard qu'aussi bien le Conseil économique du Canada, que le Comité sénatorial Van Roggen sur les affaires extérieures prônent tous deux l'ouverture des frontières entre le Canada et les États-Unis et l'extension d'une économie continentale, le premier depuis 1975²⁴, le second depuis 1978²⁵.

Ce serait dès lors dans ce double mouvement en apparence paradoxal, mais en définitive complémentaire, que se situerait la récente reconversion de certains membres du Cabinet Trudeau, à une ouverture partielle et négociée sur le continentalisme. Le récent dévoilement d'une *Politique commerciale canadienne pour les années 80* par le ministre d'État au Commerce extérieur, Gerald Regan, qui propose d'implanter un marché commun continental dans trois secteurs précis de l'économie, à savoir la production des véhicules de transport en commun, le textile et le vêtement, illustrerait bien que nationalisme économique et continentalisme ne sont pas deux stratégies industrielles inconciliables²⁶.

B. De l'Atlantique-Nord à la bordure du Pacifique

[Retour à la table des matières](#)

Le rappel de la mention, en tout début de texte, de l'approfondissement d'un processus de « tripolarisation » au sein des pays capitalistes développés nous servira à introduire le problème d'un redéploiement de l'économie mondiale capitaliste où, vu depuis l'Amérique du Nord en tout cas, à l'ancien réseau des échanges circonscrit par l'aire de l'Atlantique-Nord, se substitue un nouvel espace formé des pays de la bordure de l'Océan Pacifique.

Ce redéploiement s'effectue fort lentement mais progressivement et, si l'on en juge d'après les seules données démographiques, il est bien évident que, pour tout capitaliste un tant soit peu conscient, le marché des marchandises et surtout le marché des biens d'équipement se trouvent de ce côté-là et

²⁴ Cf. Conseil économique du Canada, *Au-delà des frontières. Une nouvelle stratégie commerciale pour le Canada*, Ottawa, 1975.

²⁵ Cf. Comité sénatorial permanent des Affaires étrangères, *Les Relations Canada-États-Unis*, vol. 2 : *Les relations commerciales du Canada avec les États-Unis*, Ottawa, 1978.

²⁶ Cf. *Le Devoir* et *The Gazette*, 1er septembre 1983. D'ailleurs une étude sur le sujet avait été commandée au printemps dernier par William Brock « U.S. Trade Representative ». Cf. *Financial Post*, 24 avril 83. Enfin, le *Financial Post* consacrera un éditorial à la question le 24 septembre 83.

non plus du côté de l'Europe industrialisée qui s'avère une concurrente trop sérieuse au Moyen-Orient ou en Afrique.

Pour ce qui concerne plus spécifiquement le Canada maintenant, en 1970, la part de toutes les exportations canadiennes dirigées vers les pays asiatiques sur le pourtour de l'Océan Pacifique, sans compter le Japon, s'élevait à un pour cent, contre 19 % qui étaient dirigées vers l'Europe de l'Ouest. Pourtant en 1982, la part de l'Europe de l'Ouest tombera à 10 %, tandis que celle dirigée vers les mêmes pays sera passée à deux pour cent et continue de croître de 10 % par année ²⁷.

Plus significativement,

Si on les considère comme des blocs régionaux, l'Europe de l'Ouest et les pays asiatiques du Pacifique (incluant le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande) comp-
taient chacun pour 10 % des exportations l'an dernier. Or, tandis que les exportations
vers l'Europe tombaient de 15 % en 1981, celles vers l'Asie augmentaient de plus de
6 % ²⁸.

L'un dans l'autre, ces extraits révèlent à quel point l'on assiste à une baisse considérable de l'importance des échanges dans le réseau de l'Atlantique-Nord, de 19 % à 10 % des exportations entre 1970 et 1982, tandis que les échanges se redéploient sur le pourtour du Pacifique, non seulement du côté du Japon et de l'Australie, des co-échangistes traditionnels mais, plus significativement, vers les autres pays d'Asie ²⁹.

Augmentation en pourcentage des importations et exportations canadiennes vers la « bordure pacifique », le Japon, les U.S.A. et la Communauté européenne entre 1970 et 1983.

Il s'agit ici de prendre en compte le rajustement qu'un tel redéploiement enclenchera sur la structure industrielle canadienne et, en particulier, l'effet que ce processus risque d'avoir sur le déplacement de l'axe de l'industrialisation vers l'Ouest du pays d'une part, sur les relations commerciales entre le Canada et les États-Unis d'autre part.

Le graphique ci-dessus illustre ce processus de redéploiement des exportations canadiennes qui a cours depuis quelque treize ans où la bordure Pacifique semble bien en voie de supplanter les autres aires d'échanges.

²⁷ Cf. *Financial Post*, 24 septembre 83.

²⁸ Cf. *Financial Post*, 18 juin 83, p. 29.

²⁹ Le *Financial Post* du 15 octobre 1983 contient un dossier sur la « bordure du Pacifique » monté à la suite de la Conférence tenue à Regina un peu plus tôt sur ce thème.

3. Le Québec et les États-Unis : les nouvelles contraintes

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons esquissé les grandes lignes d'une conceptualisation centrée sur la notion de « bloc économique ». Il nous reste, pour terminer, à cerner plus spécifiquement les effets que ces réaménagements peuvent avoir sur l'économie québécoise.

D'abord, dans la mesure où l'Atlantique-Nord et l'Europe de l'Ouest ne constituent plus des zones où s'intensifieront de manière privilégiée les échanges commerciaux dans l'avenir, cela risque bien sûr d'imposer une première contrainte au provincialisme ou au nationalisme économique québécois en vertu duquel on n'a pas tellement d'autre recours sinon celui de se tourner vers une intensification des rapports et relations avec la Nouvelle-Angleterre. Et c'est là-dessus que le gouvernement péquiste actuel semble miser comme en témoignent les nombreuses missions « diplomatiques » envoyées aux États-Unis ces derniers mois et la brouille qui s'ensuit entre les ministres Jacques-Yvan Morin et Bernard Landry.

Ensuite, dans la mesure où ce déploiement sur des nouveaux marchés du Tiers-Monde force à une spécialisation accrue au sein de l'économie, même un gouvernement « nationaliste » à Québec est contraint de laisser Ottawa soutenir ses quelques grandes firmes d'ingénierie ou de fabrication de matériel lourd dans la mesure même où il ne contrôle aucun des tenants et aboutissants de ces nouveaux enjeux que ce soit en matière de soutiens éventuels au commerce extérieur, en matière de politique étrangère dans les négociations bilatérales avec d'autres pays, non plus qu'en matière de politique industrielle sur le plan interne.

Il semblerait donc qu'il y ait une forme d'étatisme économique dont la crédibilité se déploierait dans un espace capitaliste mondial qui n'est plus défendable que par le gouvernement fédéral dans les circonstances présentes.

Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

À fonctionner avec un cadre d'analyse aussi large, il n'a pas été possible d'entrer dans le détail des démonstrations.

Il n'en reste pas moins que les grandes lignes que nous avons délimitées permettent de suggérer quelques interprétations des transformations sociales qui affectent en particulier la société québécoise actuelle.

Si l'on étendait quelque peu le sens de la notion de bloc économique canado-américain, elle pourrait peut-être servir à cerner le processus de la consolidation d'un bloc culturel canado-américain et expliquer l'isolement d'une ethnie francophone dans une autre perspective³⁰. D'abord le rabattement sur les dimensions strictement culturelle et linguistique du phénomène canadien-français rendrait compte de ce que l'homogénéisation à l'échelle du « continent » a joué contre les Canadiens-français en laminant progressivement tout un ensemble de coutumes, de rites, d'usages ou de comportements spécifiques. Pourtant au lieu d'assister à une espèce de ghettoïsation susceptible d'isoler l'ensemble des Québécois francophones, l'on assisterait plutôt à

³⁰ Je simplifie encore une fois ici, puisque le « reste » de l'Amérique du Nord hors Québec est loin de former un tout homogène. Une première théorisation dans ce sens a été tentée récemment. Cf. Joël Garreau, *The Nine Nations of North America*, Avon Books, 1981, qui circonscrit huit autres nations à part le Québec dans l'espace en question.

une division qui passe de plus en plus par un soutien étatique reposant sur un provincialisme culturel dans un cadre continental, c'est-à-dire investi dans une défense de la seule culture sur un fond économique qui varie tout compte fait de moins en moins depuis le Nouveau-Québec jusqu'au Rio Grande ³¹.

Si cette hypothèse était confirmée, elle permettrait de faire ressortir le caractère tout à fait transitoire de la légitimité sociale large du P.Q. et l'éventuel retour à une forme relativement marginale du nationalisme québécois appuyée sur quelques institutions provinciales, essentiellement portées par la responsabilité en la mission culturelle du gouvernement du Québec, tandis que, tout comme les Canadiens, les Québécois seraient partie prenante dans les aléas de la croissance d'un bloc économique par rapport auquel ils pourraient de moins en moins prendre des distances politiques ou économiques.

Ceci étant, le retour à droite et la crédibilité de l'ex et nouveau chef du Parti libéral du Québec, Robert Bourassa, s'appuierait moins sur un manque collectif de mémoire par rapport à ses agissements passés, que sur l'élargissement et le regain de légitimité d'une option continentale justement, qui opère plutôt par défaut que par choix.

Par défaut parce que les échanges commerciaux et culturels avec l'Europe risquent de se développer moins rapidement qu'auparavant, nous l'avons relevé ; mais par défaut également parce que l'absence de toute alternative socialiste crédible que ce soit au Canada ou au Québec, rend, pour le moment, inopérante une stratégie économique et politique provincialiste de rechange qui prétendrait opérer sur un plan autre que sur le strict plan linguistique ou culturel. Au mieux, dans les circonstances présentes, seul l'État fédéral serait en mesure de contrer malgré tout la continentalisation et d'asseoir une consolidation minimale d'un espace sous-continental différent des États-Unis en Amérique du Nord. Dans ces conditions, si le problème linguistique apparaît momentanément réglé, le P.Q. ne jouit plus de sa légitimité de naguère.

C'est dire, en somme, que la prise en compte critique de la continentalisation, dans ses dimensions à la fois économique, politique, sociale et culturelle pourrait éventuellement contribuer à ouvrir la voie à l'élaboration d'une alternative socialiste québécoise un tant soit peu crédible. Ce n'est pas demain la veille.

Dorval Brunelle

³¹ C'est en travaillant sur une telle toile de fond que Morin et Bertrand contestent la pertinence de la création d'un État-Nation québécois. Cf. *Le Territoire imaginaire de la culture*, Hurtubise H.M.H., 1979.